

# Les Acadiens de l'Île tentent un rapprochement avec les Micmacs

**Par Jacinthe LAFOREST**

Dans le cadre de la Semaine nationale de la **citoyenneté**, Jeunesse Acadienne et la Société Saint-Thomas d'Aquin coparrainaient une soirée visant un rapprochement avec la nation micmaque de l'Île-du-Prince-Edouard. La soirée a attiré un bon nombre de personnes, venues écouter le conférencier M. John Joe Sark et en apprendre un peu plus long sur la nation micmaque et sur la contribution de ce peuple à la survie des premiers arrivants européens, en l'occurrence, les Français.

«Vos ancêtres n'auraient pas pu survivre à nos durs hivers sans notre aide, affaiblis qu'ils étaient par le scorbut et immobilisés par la neige profonde. Ils n'auraient pas non plus capables de voyager sur nos rivières. Si les Micmacs ne les avaient pas nourris, habillés et enseignés comment survivre, vos ancêtres seraient morts» de dire M. Sark.

«N'est-il pas triste de voir **certains** Français nous prennent pour des sauvages? Si nous avions été des sauvages, aurions-nous pris soin de vos malades, nourri ceux parmi vos ancêtres qui avaient faim, vêtu ceux d'entre eux qui n'avaient pas de vêtements chauds? Si nous avions été des sauvages, vous ne seriez pas ici aujourd'hui, car nous aurions facilement pu tuer vos ancêtres» d'ajouter M. Sark. sur un ton légèrement accusateur.

Selon lui, le peuple micmac a été la première nation indigène du Canada à se convertir au christianisme en 1610, au moment où le grand chef Membertou a accepté de se faire baptiser dans cette foi. Toujours selon M. Sark, les événements ayant mené à ce baptême remontent à 1534, l'année où Jacques Cartier a accosté à Kildare Cape et où il a pour la première fois fait mention de l'existence du peuple micmac.\*



M. John Joe Sark est entouré de M. Edgar Arsenault, directeur général de *Jeunesse acadienne*, de M. Aubrey Cormier, directeur général de la Société Saint-Thomas d'Aquin et de quelques jeunes Micmacs, la plupart vivant dans la région de Charlottetown. Le drapeau que l'on voit à l'avant plan est le drapeau du Grand Conseil Micmac. Il est utilisé depuis environ 1 500 ans.



## Championnat de gymnastique provincial

Par Almécida MITCHELDEAU

Un total de 48 membres des clubs «Island Gymnastics Academy» (I.G.A.) de Char-

lottetown, «Summerside Saultos de Summerside et «St-Louis Gymnos» de St-Louis ont-participé au championnat de gymnastique provincial, qui avait lieu à

l'École Hernemood le samedi 11 avril 1992.

Les gagnantes de la classe **Cadet C**: 1<sup>er</sup> **Kristy Bolger**, I.G.A., 2<sup>e</sup> Jennifer McLaine, I.G.A., 3<sup>e</sup> Leanne Compton, I.G.A.; classe **Tyro C**: 1<sup>er</sup> Danielle Laroche, I.G.A., 2<sup>e</sup> Shannon Glydon, St-Louis, 3<sup>e</sup> Jill Crossman, Saulto; **Argo C**: 1<sup>re</sup> Niki Huhn, I.G.A., 2<sup>e</sup> Cassandra Robinson, St-Louis, 3<sup>e</sup> Kinza Baker, I.G.A. et Allison Doucette, I.G.A.

Le placement des clubs: 1<sup>er</sup> I.G.A., Charlottetown, 2<sup>e</sup> Gymnos, St-Louis, 3<sup>e</sup> Saultos, Summerside.

Les gagnants qui ont mérité une participation au championnat de l'Atlantique qui aura lieu à la fin avril à Fredericton sont : Melanie Hansen, Courtney Gaudet, Janet Duval du Club Gymnos de St-Louis et Shelly Hollinger du Club I.G.A. de Charlottetown.

Les gagnants de la catégorie **Cadet B** : Laura MacLean, I.G.A.; **Argo B** : 1<sup>er</sup> Jamie-Lynn Kenny, I.G.A., 2<sup>e</sup> Chandra Dehoon, I.G.A., 3<sup>e</sup> Katie McInnis, I.G.A.; **Tyro B** : 1<sup>er</sup> Tammy Dymont, Gymnos, 2<sup>e</sup> Venessa Coade, I.G.A., 3<sup>e</sup> Sabrina Gaudet, Gymnos.\*

# Subvention aux éleveurs de renards



Le siège social de l'association canadienne des éleveurs de renard est situé à Summerside. (photo : Debbie Horne)

---

## Par E. Elizabeth CRAN

---

Tous les éleveurs de renards recevront une subvention du gouvernement fédéral, pourvu qu'ils aient un minimum de dix femelles. Selon Rodney McInnis d'Anglo-Tignish, président de l'Association canadienne des éleveurs de renards, ce plan permettra aux éleveurs sérieux qui ont souffert des prix bas et qui ont lutté pendant une année pour obtenir cette subvention, de ne perdre que 5 pour 100 des coûts d'élevage

au lieu d'en perdre 50 pour 100.

La subvention, qui sera dans les mains des éleveurs au cours de ce mois, n'est que pour l'année 1992. Mais l'association canadienne des éleveurs, dont le siège social se trouve à Summerside, a l'intention de lutter encore pour une subvention en 1993, puisque le marché mondial des fourrures ne se remettra que lentement.

Dernièrement, une quarantaine d'éleveurs qui possèdent moins de dix femelles et qui habitent la région Prince ouest, se sont unis avec d'autres petits éleveurs de l'Île

pour demander une partie de cette subvention. Selon M. McInnis, il est impossible pour eux de l'obtenir. Les règlements de la subvention sont déjà en place. Et une personne qui élève moins de dix renardes n'a pas le droit de s'appeler un éleveur sérieux.

M. Robert Morrissey, député provincial de la région de Tignish et ministre de l'Industrie, et M. Joe McGuire, député fédéral de la circonscription d'Egmont, ont aidé les petits éleveurs à faire connaître leur situation au gouvernement fédéral. \*

# La Coopérative de Wellington bat son record des ventes

Par Jacinthe LAFOREST

Les ventes à la Coopérative de Wellington ont atteint en 1991 un sommet inégalé, avec un total de près de 2.4 millions de dollars. «Cela représente une augmentation de 130 000 \$ ou de 5 pour 100 par rapport à l'année précédente» de dire M. Ernest Arsenaault dans son rapport de gérant de la coopérative, lors de la réunion annuelle de l'organisme, tenue récemment à Wellington.

Bien que les rapports financiers de la coopérative montrent un déficit accumulé de 32 000 \$ avec une dépréciation de 51 000\$, la coopérative a en fait réalisé un profit, car le déficit de l'an passé était de 63 000 \$ avec une dépréciation fixée à 34 000 \$. «Si nous continuons à progresser de la même

façon, nous devrions terminer l'exercice financier 1992 avec peu ou pas de déficit.»

L'exercice financier de la coopérative se termine le 31 janvier de chaque année. Les ventes des mois de février et de mars 1992 ne figurent donc pas au rapport mais selon M. Arsenaault, elle ont été très bonnes, avec une augmentation d'environ 10 pour 100 sur la même période l'an dernier.

La Coopérative de Wellington continue d'attirer de nouveaux membres, soit 48 en 1991. Cela porte le nombre total des membres à 915, dont 775 sont actifs. La participation à l'assemblée annuelle a d'ailleurs été très bonne, avec 210 personnes.

Toujours dans le rapport du gérant, on apprend qu'environ 200 personnes participent au pro-

gramme des parts sociales, pour aider la coopérative à rembourser sa dette à long terme le plus rapidement possible et ainsi, économiser des milliers de dollars en intérêts. En vertu de ce programme, chaque membre participant dépose dans ses parts la modique somme de 3 \$ par semaine. Depuis la mise en place de ce programme, les membres ont investi un total de 43 000 \$ dans leurs parts. Le gérant continue d'inciter les membres qui ne participent pas encore au programme à s'y inscrire. «Si 500 membres y participaient, on aurait amassé plus de 100 000 \$ jusqu'à présent et l'hypothèque du nouveau magasin pourrait être complètement payée dans cinq ans». M. Arsenaault souligne dans son rapport que si la coopérative réussissait à payer son hypothèque en cinq ans, avec l'aide de ses membres, ceux-ci seraient les premiers bénéficiaires, car l'entreprise

économiserait 400 000 \$ à ses membres, en paiement sur des intérêts d'une dette à long terme.

Quoi qu'il en soit, avec les 200 membres qui y participent, le programme permet à la coopérative de faire un paiement supplémentaire mensuel de 2 300 \$ directement sur l'emprunt capital.

D'autre part, le président de la coopérative; M. Albert Arsenaault qui a assisté à l'assemblée annuelle de Coop Atlantique récemment à Moncton, a indiqué dans son rapport que l'année avait été très bonne pour cette association qui regroupe des coopératives de partout en Atlantique. «Coop Atlantique est entrain de développer une stratégie qui permettra à toutes les coopératives de la région atlantique de se joindre pour s'entraider» Le président d'avis que ce projet pourrait bénéficier à toutes les différentes sortes de coopératives y compris les magasins, les caisses populaires, les

coops ouvrières, les coops agricoles et de pêche et les coopératives d'habitation. «Vous les membres, serez informés à propos des nouveaux développements sur ce projet par l'entremise de bulletins d'informations et d'autres publications coopératives» a-t-il indiqué aux membres.

«Dans ces temps difficiles de récession, il devient doublement important pour les coopératives de consolider leurs ressources et leurs efforts afin d'assurer que le mouvement coopératif demeure une alternative puissante aux extrêmes des grosses entreprises» a ajouté M. Arsenaault.

La réunion s'est terminée sur une courte session de divertissement, où des membres et des employés de la coopérative, habillés en vedette, devaient répondre à des questions sur les coopératives en général, dans un jeu sous la forme d'un quiz télévisé.\*

# Nomination de Charlotte Ouellet

Le directeur général de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, monsieur Marc Godbout, a annoncé récemment la nomination de madame Charlotte Ouellet au poste de représentante au Québec, selon un communiqué.

Diplômée de l'Université Laval de Québec, madame Ouellet est présentement attachée politique du Ministre des Affaires municipales du Québec, monsieur Claude Ryan.

Elle est bien connue du réseau de la francophonie canadienne puisqu'elle a présidé l'Association franco-yukonnaise de 1987 à 1989. Au Yukon, elle a également enseigné pendant cinq années. En 1989-1990, elle a coordonné les salons du livre de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF).

«En raison de sa **connaissance de la francophonie canadienne** et du réseau de contacts politiques qu'elle possède au sein de l'appareil politique et gouvernemental québécois, nous croyons que madame Ouellet pourra relever les défis qui l'attendent à ce poste important de la Fédération» a déclaré monsieur Godbout.

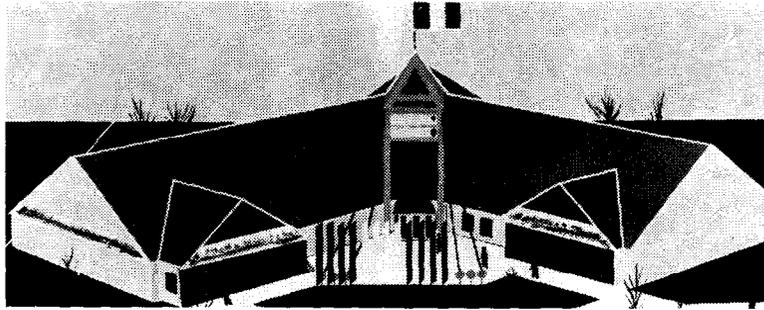
Madame Ouellet, qui succède à madame Marie-Hélène Bergeron, entrera en fonction le 1er mai. Rappelons que le bureau politique de la F.C.F.A. du Canada est en opération depuis janvier 1988.

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada est un organisme national voué à la défense des droits des francophones au Canada en dehors du Québec. Cette fédération regroupe les associations francophones de neuf provinces et deux territoires ainsi que des associations nationales à vocation sectorielle. \*

# Pour réaliser le potentiel économique de la culture

Le monde culturel reconnaît de plus en plus l'importance de bien mettre en marché son produit, et même, dans une certaine mesure, de l'adapter pour mieux répondre aux goûts et besoins de ses clients. A cet égard, l'Entente de COOPERATION Canada/Île-du-Prince-Edouard sur le développement culturel vient seconder les efforts des artistes, artisans et tout individu, entreprise ou organisme qui oeuvrent dans le secteur culturel.

En vertu d'objectifs bien précis et de programmes de financement adaptés, cette entente propose ni plus ni moins de consolider les assises économiques d'un secteur si vital à l'économie de l'Île. C'est dans cette perspective que M. Paul Bernard de Charlottetown, guitariste classique de calibre professionnel, a obtenu une subvention en vertu de l'Entente pour développer et mettre en oeuvre un plan de commercialisation



de son produit ainsi que pour élaborer un dossier promotionnel sur l'ensemble de son travail, et augmenter ainsi ses engagements professionnels. A l'Île-du-Prince-Édouard, l'industrie de la culture et celle du tourisme sont interreliées. Les touristes, on le sait, sont friands d'expériences culturelles diversifiées et de haute qualité. Il faut donc les leur offrir.

C'est pourquoi l'Entente de COOPERATION privilégie les projets ayant pour but de promouvoir la culture dans un cadre touristique. Le complexe touristique Le Village à Mont-Carmel est l'une des institutions **acadiennes** de l'Île qui constitue un bon exemple.

Le Village a obtenu plusieurs projets, touchant l'élaboration d'une programmation culturelle estivale et sa commercialisation, ainsi que la promotion générale du complexe touristique, incluant la production de dépliants et de la toute nouvelle affiche qui se profile à l'entrée du site.

Toujours dans le but d'accroître les ventes et les revenus, tout en améliorant la qualité des produits, la boutique d'artisanat du Village a reçu une subvention pour lui donner les moyens d'augmenter ses ventes constamment chaque année. Les Mains travaillantes, un groupe d'artisans de la région Evangéline, ont aussi reçu des dollars

gouvernementaux, afin d'améliorer leur produit, leurs ventes et leurs revenus. Il en est de même pour Gaudreau Fine Woodworking de Rustico. Cette entreprise a obtenu des fonds pour développer une nouvelle technique consistant à courber le bois, ce qui lui offre de nouvelles possibilités dans la confection d'objets et de meubles en bois.

Il va sans dire que l'exemple le plus représentatif de la coopération qui existe entre le gouvernement de l'Île-du-Prince-Edouard et celui du Canada est la construction du tout nouveau Musée acadien de l'Île-du-Prince-Edouard à Miscouche, dont nous célébrerons dans quelques jours l'ouverture officielle.

L'Entente de COOPERATION Canada/Île-du-Prince-Édouard a contribué 367 000\$ à ce grand projet, qui fait maintenant la fierté de la communauté acadienne de l'Île-du-Prince-Edouard et

qui fait aussi l'envie de tous les groupes oeuvrant dans le domaine de la conservation du patrimoine à l'Île-du-Prince-Edouard.

L'Entente de COOPÉRATION sur le développement culturel a été signée en août 1990 à Charlottetown, et s'élevait à ce moment-là à 3,55 millions de dollars. L'Entente a été amendée en août 1991 et une somme de trois millions de dollars y a été ajoutée.

Cette somme a été utilisée pour effacer la dette accumulée du Centre des arts de la Confédération.

Cette Entente est administrée par Communications Canada et par le ministère provincial des Affaires communautaires et culturelles.

Les fonds fédéraux proviennent à 70 pour 100 de l'APECA, dont le mandat premier est d'appuyer le développement économique régional, et le reste des fonds provient du gouvernement provincial.

# Le Conseil d'administration

# les employés



*Les membres du Conseil d'administration du Musée acadien de l'île-du-Prince-Édouard sont, de gauche à droite au premier rang, Mme Cécile Gallant, directrice, M. Aubin Doiron, vice-président, M. J.-Edmond Arsenault, président, Mme Marie-Anne Arsenault, secrétaire. Au second rang, on voit M. Wilmer Blanchard, Mme Angèle Barriault, employée, M. Aubin Richard, Mme Florence Hardy, trésorière, M. Martin Richard, Mme Alice Richard, Mme Jeanne-Mance Arsenault, Mme Aiméda M. Thibodeau et M. Robert Gaudet.*



*Les employés permanents du Musée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard, sont Mme Cécile Gallant, directrice et Mme Angèle Barriault, secrétaire administrative (à droite), et au centre, on aperçoit Mme Edna MacKinnon, employée de projet préposée au catalogage.*

# Le nouveau Musée acadien

Le nouveau Musée acadien présente une exposition permanente qui amène les visiteurs à découvrir l'histoire des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard de **1720 à** nos jours. À l'aide d'objets anciens, de textes et de nombreuses illustrations, l'exposition permet aux visiteurs de faire un voyage dans le temps. Le Musée est également

équipe pour-présenter des expositions temporaires, soit à partir de ses collections ou pour accueillir des expositions itinérantes.

Dans la salle d'orientation, les visiteurs peuvent visionner un montage audio-visuel d'environ 20 minutes. Intitulé «Les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard», le diaporama constitue une ex-

cellente initiation à l'histoire de la communauté acadienne de l'Île.

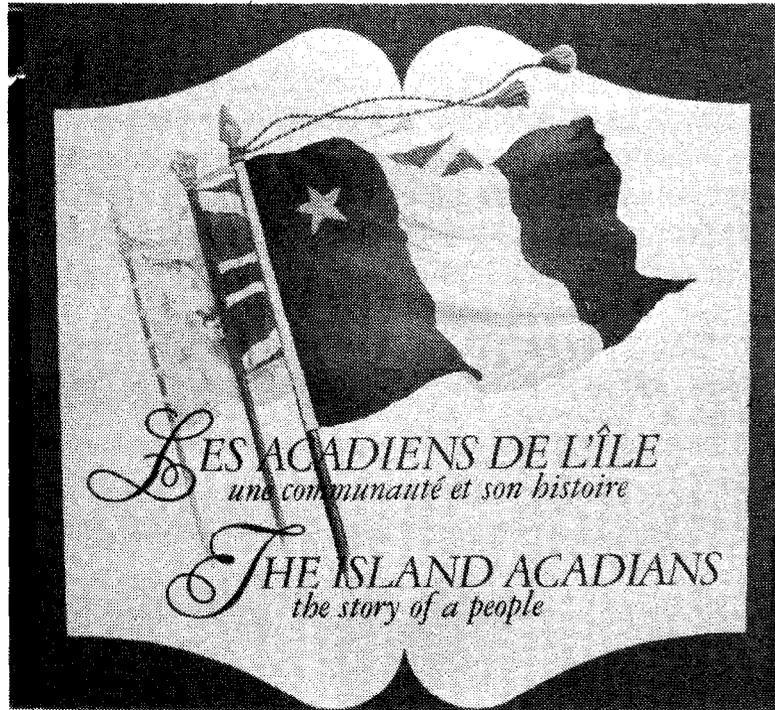
L'aile du Musée comprend aussi l'entrepôt où sont conservés les quelque 1 400 artefacts de la collection du Musée acadien à Miscouche. Une salle de réception des artefacts et un atelier complètent la section du Musée. Le nouvel édifice abrite aussi le

Centre de recherches acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard. Celui-ci comprend une salle d'étude où les chercheurs peuvent venir consulter une riche documentation, notamment 30 000 fiches généalogiques, des archives, des photos et des ouvrages ayant trait aux Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le Centre comprend égale-

ment un entrepôt pour la conservation des archives et un bureau pour un(e) futur(e) directeur(trice) du Centre.

Enfin, le nouvel édifice a une aile administrative pour les bureaux des employés. L'entrée ou la salle de réception permet d'accueillir les nombreux visiteurs et aussi de vendre des livres et des souvenirs acadiens.



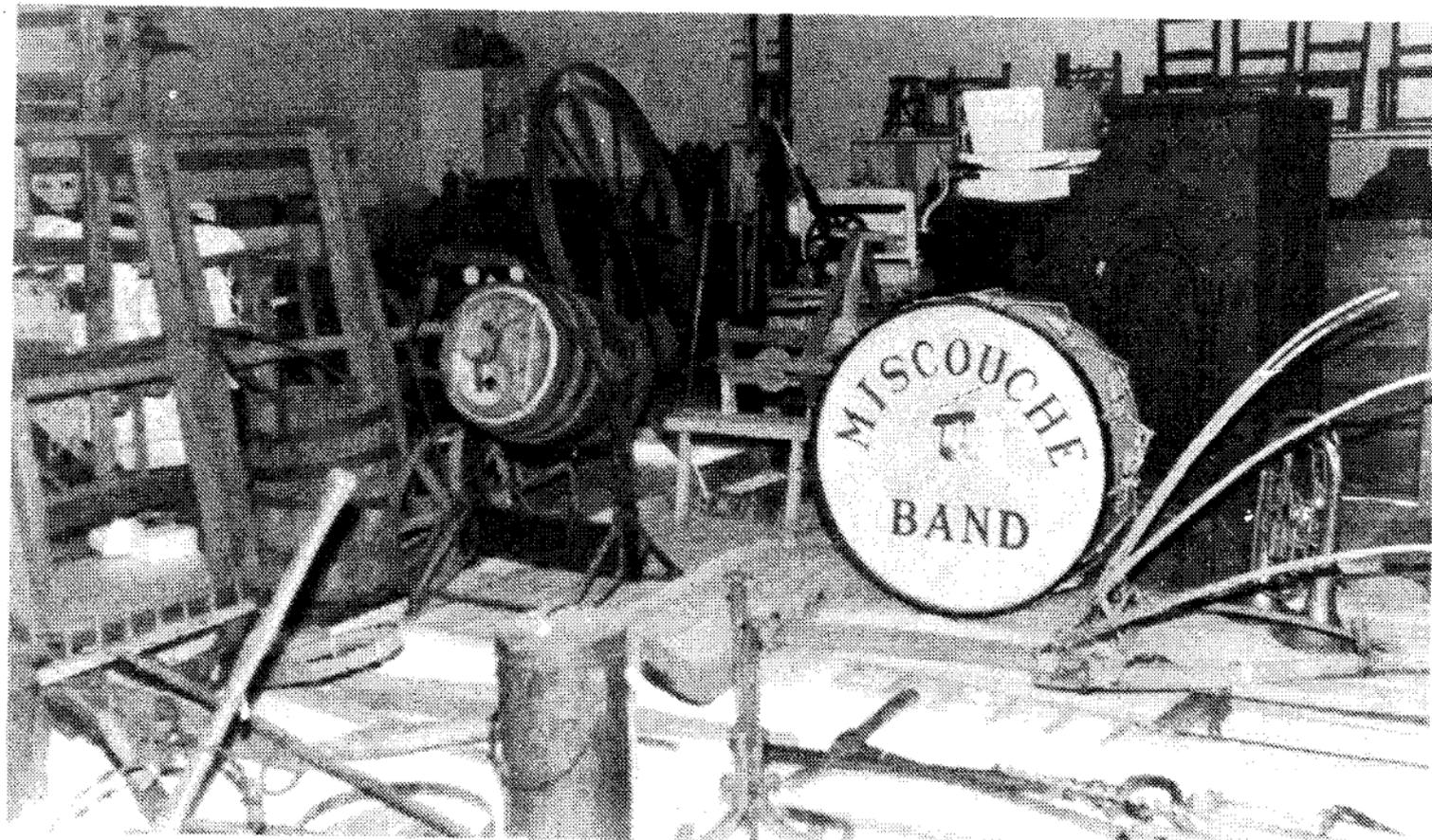
**La scène d'introduction de la toute nouvelle exposition permanente en montre au Musée.**



**À mesure qu'on avance dans l'exposition, apparaissent des panneaux témoins d'une vie plus moderne.**



*L'édifice muséal contient une salle couramment utilisée comme galerie de photos anciennes.*



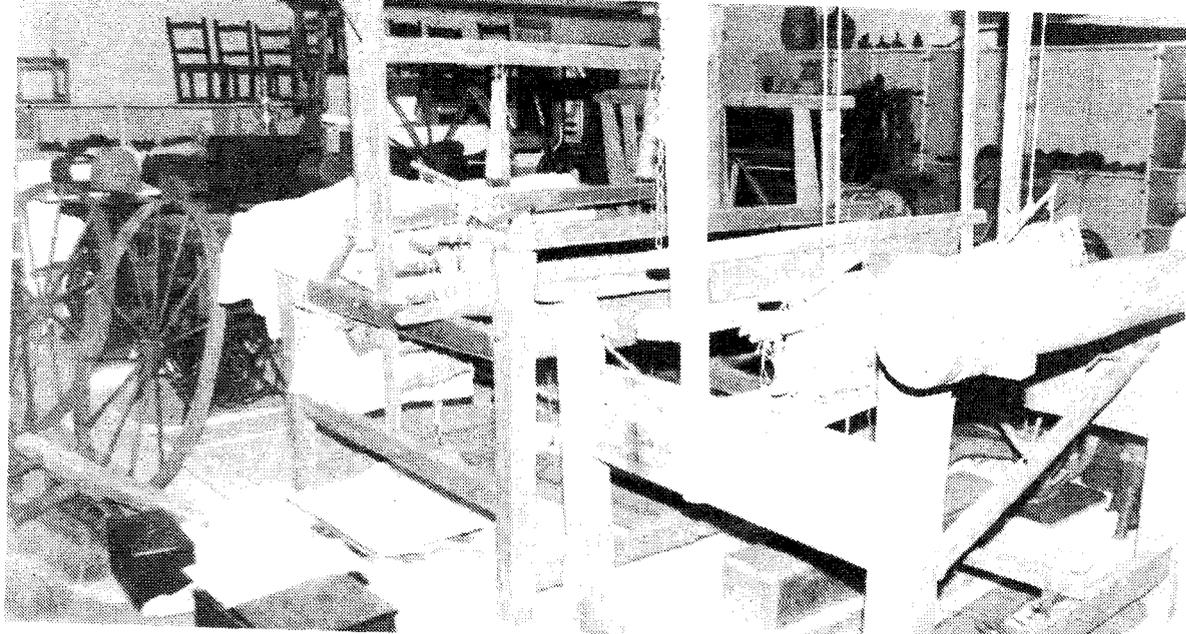
*Le Musée acadien de l'Î.-P.-É est fier de sa collection d'artefacts conservés en bon état dans le nouveau musée.*



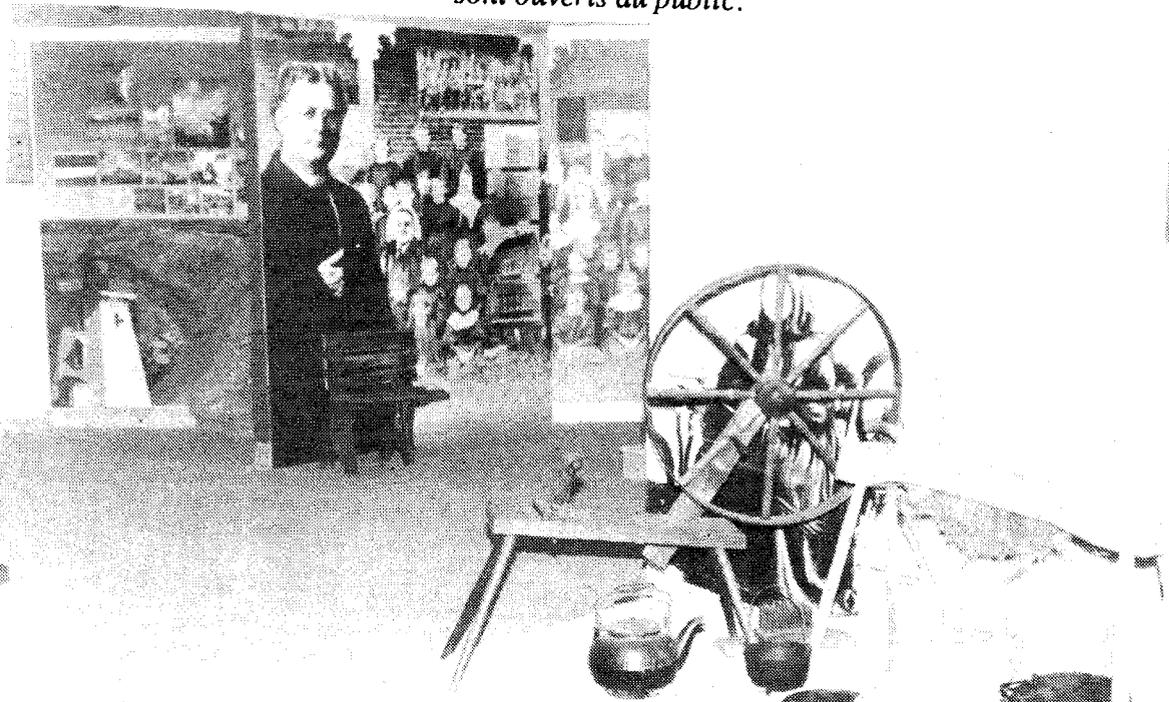
*L'exposition permanente contient quelques scènes en trois dimensions. Celle-ci se retrouve au début de l'exposition.*



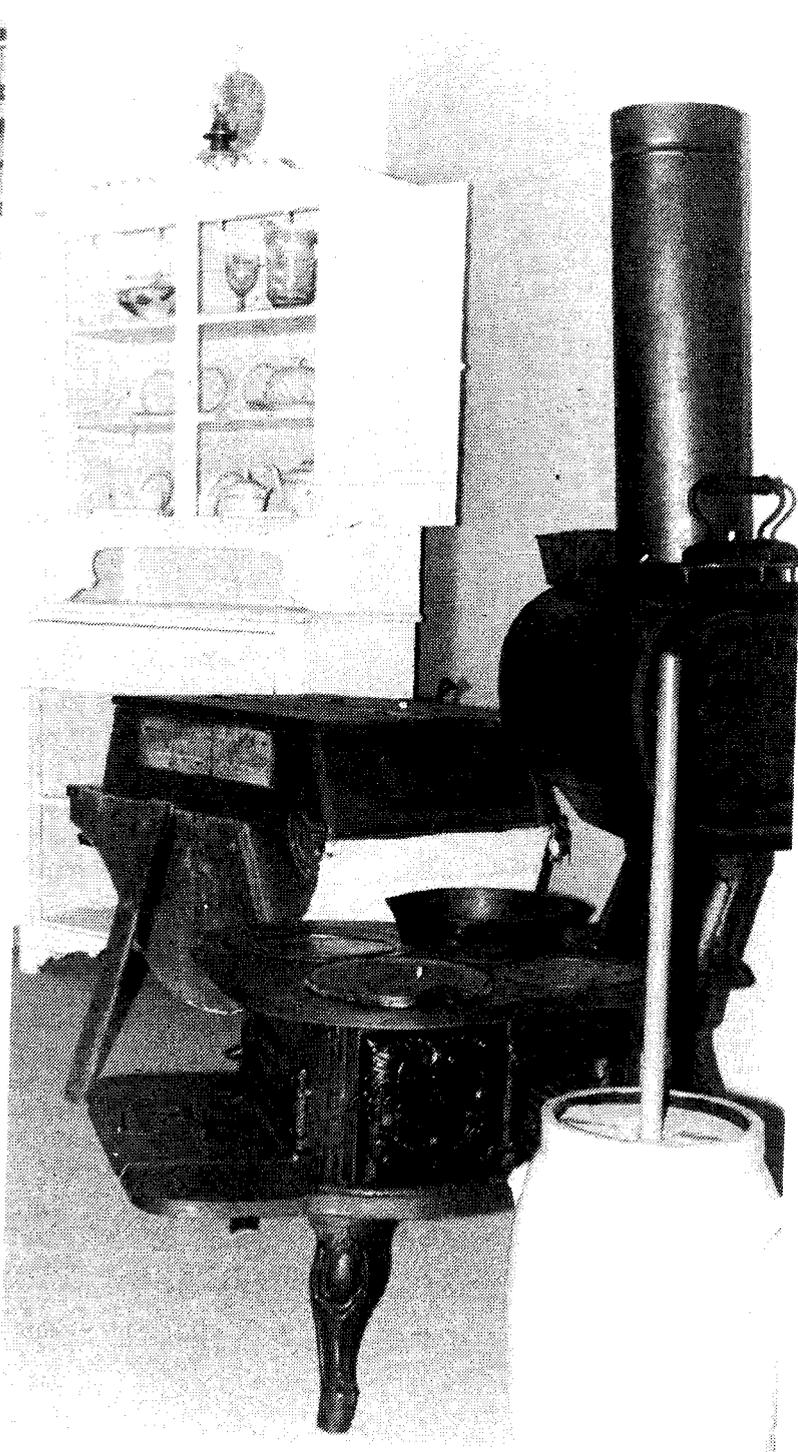
*Les précieux documents archivistiques sont préservés dans un entrepôt conçu spécialement à cet effet.*



*C'est une nouvelle tendance dans les musées, les entrepôts d'artefacts sont ouverts au public.*



*L'exposition permanente comprend des objets traditionnels ainsi que des scènes de la vie des Acadiens d'aujourd'hui.*



*L'une des salles est réservée à des expositions temporaires, itinérantes ou thématiques.*

# Les familles fondatrices gravées dans la pierre

Par Pierre-Yves Roger

Vous avez sans doute remarqué depuis le mois d'août 1991 les pierres qui font la vanité du Musée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard. Quarante-quatre noms de famille sont gravés dans la pierre et risquent d'y rester très longtemps. Il s'agit des familles souches des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard, arrivées entre 1720 et 1850.

Il a fallu beaucoup réfléchir pour choisir ces noms de famille. Et pour ne pas faire de jaloux. Stephen White, généalogiste du Centre d'études acadiennes de l'université de Moncton, a fait un certain nombre de suggestions à cet égard.

1- Pour lui, le choix des noms de famille devait être basé sur un critère le plus objectif possible. Il a donc suggéré d'établir la liste à partir d'un docu-



ment, le recensement de l'Île de 1798 qui comprend les familles acadiennes qui sont revenues s'établir à l'Île après la Déportation.

2- La liste devrait comprendre aussi les noms de famille de femmes que l'on retrouve dans le recensement de 1798. Basé sur ces critères, Stephen White a proposé une liste de trente-quatre noms.

Les 44 familles

Suite aux suggestions de Stephen White et après discussion avec Georges Arsenault, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire des Acadiens de l'Île, le Conseil d'administration de l'Association du Musée acadien a décidé d'établir la liste des noms de famille selon le recensement de 1798 et d'ajouter dix autres noms.

1-Ainsi, les 27 noms des chefs

de famille du recensement de 1798 sont les suivants : Arsenault, Aucoin, Bernard, Blanchard, Blaquière, Bourque, Buote, Cheverie, Chiasson, DesRoches, Doiron, Doucet, Downing, Gallant, Gaudet, Gauthier, Gautreau, Landry, LeBrun, LeClair, Longuépée, Martin, Pineau, Pitre, Poirier, Richard, Roussel.

2-Deux autres noms, Cormier et Daigle, ont été ajoutés. Ils ne figuraient pas sur le recensement mais existaient à l'Île en 1798.

3- Les noms de cinq des épouses des 27 chefs de famille du recensement de 1798 ont aussi été retenus; leurs ancêtres étaient à l'Île Saint-Jean avant la Déportation. Il s'agit de :

- Belliveau : elles étaient trois soeurs qui épousèrent MM.

Doucet, LeClair et Buote.

-Boudreau : neuf soeurs qui eurent leur importance dans les familles acadiennes de l'Île.

- Carret : l'ancêtre féminin de Martin.

-Comeau : l'ancêtre féminin de **certaines** familles Blaquière et Gautreau.

-Petitpas : l'épouse d'un des Bourque

4- Enfin, dix familles qui sont arrivées à l'Île entre 1827 et 1850 ont été retenues. Ils' agit de Caissie, famille arrivée en 1827 (date de la première mention dans les registres paroissiaux), de Haché (1830, selon les mêmes critères), Maillet (1835), Thibodeau (1835), LeBlanc (1836), Barriault (1839), Robichaud (1840), Thériault (1844), Duguay (1845) et Maddix (1851).

# Historique du Musée acadien

Les Acadiens habitent l'Île-du-Prince-Édouard depuis 1720. La population acadienne de la province se chiffre aujourd'hui à environ 15 000 âmes. Vivant au sein d'une population majoritairement anglophone, un grand nombre d'entre eux ont délaissé l'usage de leur langue maternelle, le français. Toutefois, ces Acadiens anglicisés et leurs confrères francophones ont conservé une affection innée à leur ascendance, leur histoire, leurs traditions et leurs coutumes qui constituent non seulement le **patrimoine** acadien mais est aussi une partie intégrante du patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard. Dans le but d'étudier, de collectionner, de conserver et

d'interpréter l'histoire et le patrimoine acadiens, la Société historique acadienne fondait, en 1964, l'Association du Musée acadien incorporée, une société sans buts lucratifs constituée par un Acte de la Législative provinciale, le 24 mars de la même année. Le premier Musée acadien a été construit au cours de l'été 1964.

De sa fondation à 1988, des bénévoles administraient le Musée acadien. Notons ici le travail bénévole de Soeur Antoinette DesRoches, c.n.d., et de Soeur Marguerite Richard, c.n.d.

À partir de 1977, le Musée acadien a bénéficié d'aide financière qui l'a habilité à exécuter des projets de classification, de catalogage des arte-

facts et des documents en sa possession. En 1983, l'Association obtenait un octroi qui lui permit de retenir les services de Monsieur Barry Lord pour diriger une étude de planification et de faisabilité d'améliorations physiques de l'édifice. Suite au rapport Lord, la firme d'architectes Gillis et Guimond a été embauchée pour planifier la construction d'un nouvel édifice et produire une maquette.

En 1987, l'Association du Musée acadien lança une campagne financière dans le but de se créer un fonds permanent dont seuls les intérêts seraient utilisés pour défrayer une partie des frais administratifs du Musée. Le fonds s'élève aujourd'hui à cent mille dollars.

L'année 1988 a marqué les négociations auprès des instances gouvernementales fédérales et provinciales en vue d'obtenir le financement de la construction d'un nouveau Musée acadien au coût d'un million et demi de dollars. Ces démarches se soldèrent par un franc succès. Enfin, en 1990, un plan de financement conjoint de la part du ministère des Communications Canada, du Secrétariat d'État et du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a permis d'entreprendre la construction du nouveau Musée à l'automne. La construction et l'ameublement du Musée sont terminés et, dans quelques jours, nous assisterons à l'ouverture officielle du nouvel édifice dont nous pouvons, de plein droit,

nous enorgueillir.

L'avenir du Musée acadien est prometteur. Il est en mesure d'offrir des programmes éducatifs, de mettre en montre la culture, l'histoire et le patrimoine acadiens. Il est au service de la population acadienne. Elle seule peut assurer son succès et l'atteinte de ses buts.

L'édifice du Musée acadien abrite le Centre de recherches acadiennes, centre d'archives et de généalogie acadienne, et le Centre d'interprétation de l'Écomusée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard. Ceux-ci offrent de précieux services à la clientèle.

Conservons notre patrimoine acadien en hommage à nos ancêtres et au bénéfice des générations futures.

# Message du Président

Au début des années 1980, la construction d'un nouvel édifice où loger le Musée acadien n'était qu'un rêve, une chimère. Comment une association sans buts lucratifs, sans ressources pécuniaires, qui vit et survit aux moyens de dons et de travail bénévole, qui ne compte aucun employé permanent, peut-elle oser s'imaginer qu'elle puisse, dans un avenir assez rapproché, construire un nouvel édifice des dimensions et du caractère de celui qui ouvre officiellement ses portes, en quelques jours, sans verser dans le domaine de l'in vraisemblable. Oui! Ce rêve vient de se réaliser.

Il a fallu des recherches, des consultations préparatoires et la cueillette de données pertinentes à un projet de telle envergure en vue de la préparation et la présentation de mé-

moires et de requêtes aux instances gouvernementales provinciales et fédérales dans le but d'obtenir les fonds nécessaires au financement de la construction d'un nouvel édifice où logeront le Musée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard, le Centre de recherches acadiennes et le Centre d'interprétation de l'Écomusée acadien. Toutes ces démarches se sont soldées par l'obtention du financement qui permit à l'Association de procéder à la construction et l'aménagement du nouveau Musée acadien dont l'ouverture officielle aura lieu le vendredi 24 avril 1992.

Cet événement, l'ouverture d'un musée des plus modernes, deviendra une date mémorable dans l'histoire des Acadiens de cette province. Dorénavant, ils seront des

mieux outillés pour conserver, étudier et mettre ne montre les faits les plus saillants de leur histoire et leur très précieux patrimoine. Pourvu des équipements et des outils les plus modernes, ce nouveau musée est en mesure d'offrir de plus nombreux et de meilleurs services à sa clientèle. Il est en état de mieux accomplir sa mission éducative et culturelle chez la gent écolière, la présente génération et les générations futures. Il est souhaitable que cette mission s'accomplisse chez la population acadienne en même temps que chez celle de leurs concitoyens anglophones.

L'Association du Musée acadien se réjouit et s'enorgueillit d'avoir mené à bonne fin un projet d'une aussi grande envergure et de pré-



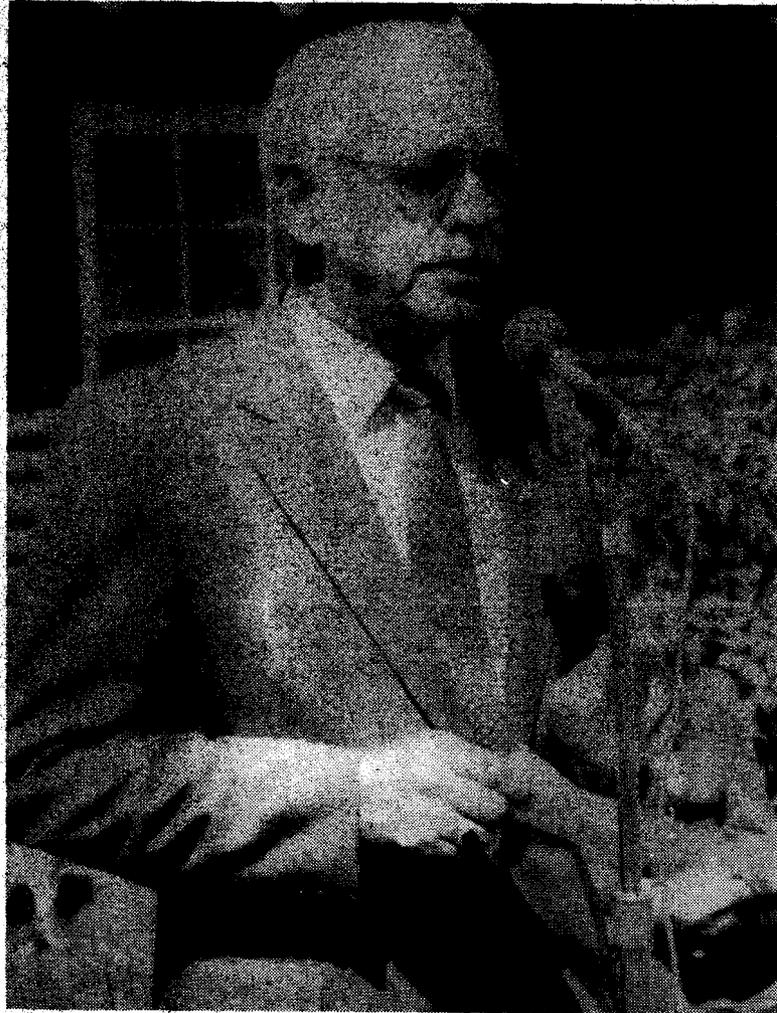
senter aux Acadien(ne)s de l'Île-du-Prince-Édouard non seulement un simple édifice mais un instrument de travail qui leur aidera à étudier, à mieux comprendre et à appré-

cier la valeur de leur patrimoine.

L'Association du Musée acadien incorporée offre ses plus vifs sentiments de reconnaissance et ses remerciements les plus sincères aux instances gouvernementales, au ministère des Communications, au Secrétariat d'État et au ministère des Affaires communautaires et culturelles de l'Île-du-Prince-Édouard qui ont octroyé l'aide financière requise pour la construction du nouveau Musée acadien. Merci à tous ceux et celles qui ont, d'une manière ou d'une autre, participé à la réalisation de ce projet dont les retombées bénéfiques contribueront à l'enrichissement de la culture acadienne à l'Île-du-Prince-Édouard.

**J.-Edmond Arsenault**

# Message du président fondateur



En tant que président fondateur du Musée acadien, il me fait plaisir de féliciter ceux et celles qui ont travaillé avec courage et persévérance à la réalisation du nouveau musée.

J'aimerais, en particulier, signaler le président actuel qui s'est dévoué corps et âme pendant plusieurs années, afin d'accomplir ce projet.

Depuis l'ouverture de l'ancien musée en 1964, nous avons été encouragés par votre appui et vos contributions.

Aujourd'hui lors de l'ouverture officielle du nouvel édifice nous sollicitons davantage votre participation.

Nous nous réjouissons d'avoir un centre capable de présenter à nos étudiants ainsi qu'au peuple en général, un aperçu

incomparable de notre histoire acadienne, ainsi que notre culture et généalogie.

Comme Acadiens et Acadiennes nous de vous donc être fiers de cette réalisation et il va sans dire que nous marchons de l'avant; nous avançons tranquillement - mais nous avançons.

Venez voir votre histoire.

**J. Aubin Doiron**



Par Jacinthe **LAFORET**

Stéphane Ferland est un nouveau

venu à l'Île-du-Prince-Édouard. Il est arrivé dans la province insulaire il y a environ huit mois, en même

temps que son épouse Johanne Jacob qui est la bibliothécaire francophone provinciale.

M. Ferland est designer industriel. Il a d'abord étudié dans un cégep de Montréal avant de faire des études universitaires en dessin industriel. «Les designers industriels sont ceux qui prennent des objets d'utilité courante, comme les téléphones et qui leur dorment une nouvelle forme, un nouvel aspect, les rendent plus pratiques d'utilisation et plus beaux du point de vue esthétique. En fonction du style que tu veux donner à un appareil, beaucoup de choses entrent en ligne de compte, comme la mode, l'esthétique, les couleurs, les fonctions de l'appareil» d'expliquer M. Ferland.

Les dessinateurs industriels ne sont pas nombreux à l'Île-du-Prince-Édouard et Stéphane a l'avantage d'être bilingue. Dès son arrivée chez-nous, il est allé cogner aux portes des firmes qui se spécialisent dans le développement de concepts publicitaires et promotionnels entre autres, et de leur réalisation. Cette tournée des grands-ducs a porte fruits car il tra-

vaillait maintenant dans son domaine.

Il a entre autres développé le concept du tout nouveau centre d'interprétation-musée qui sera aménagé au sous-sol du restaurant à North Cape. «J'ai hâte de voir ce qu'ils garderont de ce que je leur ai proposé».

Maintenant, M Ferland travaille pour l'une des nouvelles compagnies établies au Centre aéronautique de Summerside, soit Bendix Avelex. «Je conçois et je coordonne la réalisation de tout ce qui est relié à la promotion, au marketing et à la publicité de la compagnie, tout en respectant l'image corporative».

Malheureusement, pour les communs des mortels que nous sommes, son travail demeure invisible. «Nos clients sont hyperspécialisés» de dire M. Ferland. Sur ce, il indique une brochure qui semble tout à fait ordinaire et dans laquelle il a acheté de l'espace publicitaire pour Bendix Avelex. «Cette brochure-là n'est disponible que sur abonnement pour la somme d'environ 500 \$ par année» a-t-il dit.

Le gros de son travail consiste présentement à développer le concept d'un kiosque qui sera polyvalent, attirant pour les clients potentiels, pratique à démonter et à transporter et adaptable à toute sorte d'espace. Quand La Voix acadienne est allée le rencontrer, il était justement en train d'étudier les photos dont il a supervisé la réalisation, en vue d'en sélectionner qui seront utilisées pour le kiosque.

C'est un domaine de travail où il faut être polyvalent et toujours prêt à apprendre un nouveau, car c'est un domaine relié de près à l'utilisation d'une technologie sans cesse perfectionnée. «De nos jours, personne ne peut penser apprendre un métier et y travailler jusqu'à la fin de ses jours. Faut être prêt à s'adapter à des conditions changeantes.»

Bien qu'originaire de Montréal, et bien que les milliers de boutiques et commerces divers du centre ville de Montréal lui manquent, Stéphane se trouve bien à l'Île. «Je suis arrivé à la mi **septembre** à l'Île, alors je n'ai pas encore vu l'été. J'ai hâte.»\*



Par Jacinthe **LAFORET**

Stéphane Ferland est un nouveau

venu à l'Île-du-Prince-Édouard. Il est arrivé dans la province insulaire il y a environ huit mois, en même

temps que son épouse Johanne Jacob qui est la bibliothécaire franco-phonie provinciale.

M. Ferland est designer industriel. Il a d'abord étudié dans un cégep de Montréal avant de faire des études universitaires en dessin industriel. «Les designers industriels sont ceux qui prennent des objets d'utilité courante, comme les téléphones, et qui leur dorment une nouvelle forme, un nouvel aspect, les rendent plus pratiques d'utilisation et plus beaux du point de vue esthétique. En fonction du style que tu veux donner à un appareil, beaucoup de choses entrent en ligne de compte, comme la mode, l'esthétique, les couleurs, les fonctions de l'appareil» d'expliquer M. Ferland.

Les dessinateurs industriels ne sont pas nombreux à l'Île-du-Prince-Édouard et Stéphane a l'avantage d'être bilingue. Dès son arrivée chez-nous, il est allé cogner aux portes des firmes qui se spécialisent dans le développement de concepts publicitaires et promotionnels entre autres, et de leur réalisation. Cette tournée des grands-ducs a porte fruits car il tra-

vaillait maintenant dans son domaine.

Il a entre autres développé le concept du tout nouveau centre d'interprétation-musée qui sera aménagé au sous-sol du restaurant à North Cape. «J'ai hâte de voir ce qu'ils garderont de ce que je leur ai proposé».

Maintenant, M Ferland travaille pour l'une des nouvelles compagnies établies au Centre aéronautique de Summerside, soit Bendix Avelex. «Je conçois et je coordonne la réalisation de tout ce qui est relié à la promotion, au marketing et à la publicité de la compagnie, tout en respectant l'image corporative».

Malheureusement, pour les communs des mortels que nous sommes, son travail demeure invisible. «Nos clients sont hyperspécialisés» de dire M. Ferland. Sur ce, il indique une brochure qui semble tout à fait ordinaire et dans laquelle il a acheté de l'espace publicitaire pour Bendix Avelex. «Cette brochure-là n'est disponible que sur abonnement pour la somme d'environ 500 \$ par année» a-t-il dit.

Le gros de son travail consiste présentement à développer le concept d'un kiosque qui sera polyvalent, attirant pour les clients potentiels, pratique à démonter et à transporter et adaptable à toute sorte d'espace. Quand La Voix acadienne est allée le rencontrer, il était justement en train d'étudier les photos dont il a supervisé la réalisation, en vue d'en sélectionner qui seront utilisées pour le kiosque.

C'est un domaine de travail où il faut être polyvalent et toujours prêt à apprendre du nouveau, car c'est un domaine relié de près à l'utilisation d'une technologie sans cesse perfectionnée. «De nos jours, personne ne peut penser apprendre un métier et y travailler jusqu'à la fin de ses jours. Faut être prêt à s'adapter à des conditions changeantes.»

Bien qu'originaire de Montréal, et bien que les milliers de boutiques et commerces divers du centre ville de Montréal lui manquent, Stéphane se trouve bien à l'Île. «Je suis arrivé à la mi **septembre** à l'Île, alors je n'ai pas encore vu l'été. J'ai hâte.»\*

Journée du bon voisinage, le 14 juin

# Portez un toast de bonne volonté!



De gauche à droite, nous voyons Mme Marie-André Bourgoïn, employée de Conada 125, Mme Sharon MacLean, coordonnatrice provinciale de Canada 125, Mme Joannie Halas, coordonnatrice nationale de la journée du bon voisinage, et M. Howard Beattie, travaillant au bureau de Canada 125 à Chortottetown. A l'arrière-plan, on peut distinguer le drapeau de Cunada 125.

## Par Jacinthe LAFORÉST

Le 14 juin 1992 sera la journée du bon voisinage, qui est l'une des grandes activités nationales organisées dans le cadre des célébrations du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération canadienne.

Le 14 juin, tous les gens sont invités à faire une fête chez eux, ou dans leur communauté, pour apprendre à mieux connaître leurs voisins. A 14 h précises heure locale, on demande aux participants le porter un toast de bonne volonté à la santé du Canada. Comme il n'est pas nécessaire d'inscrire chaque fête, Canada 125 demande aux organisateurs de faire circuler une carte postale que tous signeront pour faire ensuite parvenir au siège social de Canada 125.

La coordonnatrice nationale de cette activité, Mme Joannie Halas de Winnipeg, était de passage à l'Île-du-Prince-Édouard récemment, pour rencontrer divers intervenants et pour rencontrer les médias.

Mme Halas est professeur d'éducation physique dans une école de

Winnipeg. Il y a de cela quelques années, elle a effectué un voyage échange dans l'enseignement au pays de Galles. Durant son séjour là-bas, elle s'est rendu compte qu'à l'étranger, le Canada était vu comme un pays dont les habitants étaient très tolérants les uns envers les autres. Une fois de retour au pays, elle a constaté le contraire. «Je n'étais pas confortable avec cette image d'intolérance que je voyais dans mon pays. Ça vient d'un manque de compréhension entre les personnes et il faut commencer par nos quartiers. Alors avec des amis, j'ai décidé de faire une fête dans mon quartier». Cette fête a eu lieu le 2 juin 1991. Même sans publicité, juste en informant ses amis d'ailleurs au Canada, elle a reçu environ 250 cartes postales signées. Elle en a même reçu une du Japon, d'un groupe de Canadiens séjournant au pays du soleil levant. Après le succès de cette fête, Canada 125 a décidé de l'inclure dans son calendrier.

Mme Joannie Halas était de passage à l'île, spécialement pour

rencontrer les membres de l'organisme Parents-Secours, qui étaient réunis en assemblée annuelle. Pourquoi prendre contact avec Parents-Secours? Tout simplement parce qu'une meilleure connaissance de ses voisins contribue à créer un climat de sécurité dans les quartiers. Et Parents-Secours se préoccupe avant tout de la sécurité des enfants. «Une fois, j'ai été victime d'un cambriolage et mes amis m'ont dit que je devrais déménager, changer de quartier. Je leur ai dit que ce n'était pas parce que le quartier était multiethnique que j'avais été cambriolée, c'est parce que je ne connaissais pas mes voisins».

C'est d'ailleurs pour cette notion de sécurité que les groupes de femmes ont adopté d'emblée le projet de la journée du bon voisinage. A l'île, Mme Halas a entre autres rencontré la communauté juive, le Women's Institut, le Conseil multiculturel, Parcs Canada et le Centre de la Confédération.

Le coordonnateur provincial de la journée du bon voisinage est M. Gardon Lavoie de Charlottetown.\*



## TIGNISH: LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET L'AVENIR

Par E. Elizabeth CRAN

# Notre coop de pêche

La coopérative de pêche «*Tignish Fisheries*» en a vu bien d'autres. Certes, elle est passée, elle passe encore par des difficultés. Mais une coop où bon nombre des membres possèdent de l'expérience dans la gestion de leurs propres affaires possède des ressources humaines remarquables. Et à part les pêcheurs qui ont siégé au conseil de direction, il y en a d'autres qui sont ou qui ont été dirigeants d'autres coopératives de Tignish et de la caisse populaire aussi.

Il y a presque 70 ans, les premiers membres ont dû apprendre comment gérer leur propre compagnie avec l'aide de Chester McCarthy, cet homme remarquable qui unissait en lui-même l'expérience d'un pêcheur, d'un gérant de «homarderie» et d'un avocat. Tous les membres-fondateurs survivants qu'on a interviewés insistent sur le fait qu'ils étaient tous égaux ensemble. Ainsi une tradition d'expérience en gestion s'est formée chez les membres.

Durant la dépression économique des années 1930, *Tignish Fisheries* a moins souffert que la plupart des entreprises en partie à cause de cette tradition. On la gérait de façon plutôt conservatrice, mais on n'était pas fermé non plus aux idées nouvelles. Quand Wilson Shea est devenu gérant de la compagnie en 1951, il y apportait bien des suggestions pour la moderniser. Par exemple, on n'avait pas toujours le chemin pavé de la route jusqu'à l'usine, et les moyens de réfrigérer étaient démodés et insuffisants. A mesure qu'on parcourt les compte-rendu des réunions de *Tignish Fisheries*, on a de plus en plus l'impression que les dirigeants n'étaient pas audaces, mais qu'ils n'avaient pas non plus peur de changements quand on pouvait leur prouver que ceux-ci seraient avantageux.

Il est difficile de connaître *Tignish Fisheries* à moins d'y travailler. C'est comme un petit monde à soi dans la région, monde qui n'invite pas non plus ceux et celles qui n'appartiennent même pas à une famille de pêcheurs à trop s'occuper de ses affaires. Je ne veux pas dire qu'on y est hostile aux étrangers, loin de là. Mais on semble vouloir se concentrer sur ce qu'on fait sans s'intéresser à ce que les autres font dans ce monde. Voilà ce qui diffère de l'attitude des compagnies «modernes» qui recherchent toujours la publicité, par exemple.

Comme j'ai fait remarquer il y a quelque temps, l'idéal, c'est qu'une communauté ne dépende pas d'une seule compagnie. Mais s'il le faut, cette compagnie devrait être dirigée par des gens qui ont à coeur la prospérité de leur région. Et c'est ce que nous avons ici.\*

# Alliés un jour, alliés toujours

*La Société Saint-Thomas d'Aquin et Jeunesse Acadienne ont initié récemment un premier rapprochement avec la nation micmaque de l'Île-du-Prince-Édouard, en organisant une conférence de M. John Joe Sark, dans le cadre de la Semaine nationale de la citoyenneté.*

*Après plus de deux siècles où chaque peuple a vécu ses difficultés respectives, similaires par bien des points de vue, il est peut-être temps de mettre fin à l'isolement que nous avons nous-même contribué à créer.*

*L'histoire nous a démontré que par le passé, les Micmacs et les Acadiens ont partagé les mêmes aspirations, ont été des peuples proches l'un de l'autre, mais l'histoire nous a aussi montré qu'à un moment donné, les deux peuples ont graduellement rompu les ponts.*

*Il est utile que les Acadiens connaissent cette page de leur histoire où les Micmacs ont aidé leurs ancêtres à survivre, mais on ne peut espérer construire des liens actuels solides, en vertu de ce passé. Ce qu'il faut, c'est construire des alliances neuves, libres de toute culpabilité de part et d'autres, libres aussi de la tentation d'utiliser ses nouveaux alliés dans le but opportuniste d'arriver à ses fins, surtout dans le débat constitutionnel que l'on vit présentement.*

*Au niveau national, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, la FCFA, a déjà reconnu trois grandes communautés, soit les anglophones, les francophones et les autochtones. C'est donc un peu dans cette veine nationale que la SSTA, qui est membre de la*

*FCFA, a établi ce qui pourrait être considéré comme un premier contact officiel avec les autochtones de l'île, les Micmacs.*

*Et c'est toujours dans ce même courant de pensée que la SSTA a prévu la tenue d'une table ronde réunissant des représentants des trois communautés nationales, dans le cadre de ses assises annuelles, à la mi mai à Charlottetown.*

*D'autre part, on sait que l'année 1993 a été déclarée par les Nations Unies, l'année internationale des peuples autochtones. Au cours de sa conférence, M. John Joe Sark a lancé l'idée de faire revivre à cette occasion, une ancienne tradition, celle de «l'ordre du bon vieux temps», qui consistait en une fête réunissant Acadiens et Micmacs à Port-LaJoye.*

*Mais bien avant cela, du 4 au 8 mai plus précisément, la Commission royale sur les peuples autochtones sera de passage à Charlottetown pour y entendre ce que les insulaires ont à dire sur la question autochtone. Nous tenterons de donner plus d'information à ce sujet la semaine prochaine. Le monde est trop petit pour qu'on puisse se permettre de rester chacun dans notre coin. Il faut donc profiter des occasions qui nous sont offertes pour nous renseigner sur nos voisins. Et ce pourrait être une idée pour un projet à l'occasion de la Journée du bon voisinage, qui aura lieu le 14 juin et dont on parle en page 5 cette semaine.*

## «Tolérance zéro» mais comment?

Pour mettre fin à la violence faite aux femmes, il faudra beaucoup plus d'une campagne nationale de publicité! La Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises a présenté son point de vue sur la violence, dans le cadre d'une rencontre des groupes nationaux, au Comité canadien sur la violence faite aux femmes, le 27 mars dernier, selon un communiqué.

Selon la FNFCF, «Tout comme dans la société canadienne, la violence envers les femmes en milieu minoritaire est un problème lié à la non-reconnaissance de l'égalité des sexes et dans certains milieux, cette violence est doublée d'un problème lié à l'oppression du groupe social lui-même». Etant opprimée comme collectivité, la population francophone vivant en milieu minoritaire conserve des

attitudes et des comportements traditionnalistes qui vont à l'encontre de l'émancipation des femmes dans la société et qui rendent difficiles les rapports entre hommes et femmes. L'ensemble de la collectivité francophone canadienne ne reconnaît d'ailleurs pas l'existence de la violence à l'égard des femmes. Pour celle-ci, ce n'est toujours qu'un dossier de femmes. La pénurie de ressources et de services en français dans la majorité des provinces fait que les victimes de violence doivent souffrir en silence.

La Fédération nationale a demandé au Comité canadien de renforcer la réponse du gouvernement au document «La guerre contre les femmes». Sans appui financier réel, comment, de dire la FNFCF, peut-on répondre aux

besoins des groupes vivant en milieu minoritaire? Comment passer à l'action? Les groupes de femmes travaillent, depuis plusieurs années déjà, à revaloriser le rôle des femmes dans la société. Le gouvernement, les divers groupes sociaux et les associations provinciales doivent reconnaître enfin cet apport et travailler de concert avec le mouvement des femmes. Pour qu'émergent de nouvelles valeurs, un nouveau paradigme, nous devons établir de nouveaux comportements basés sur le respect et la collaboration.

Le point de vue de la FNFCF sur la violence faite aux femmes, présenté au Comité canadien est disponible sur demande au Secrétariat national. Le Comité canadien sur la violence présentera son rapport en juin prochain.\*

# Reprise économique «robuste»

Ottawa (APF) : L'économie canadienne ne prendra véritablement du mieux qu'en 1993 et la croissance économique devrait alors être plus marquée dans les provinces atlantiques.

Mais la reprise ne sera durable que si l'unité canadienne est préservée et si le gouvernement fédéral continue de lutter contre l'inflation et le déficit.

Dans ses perspectives économiques récemment publiées, la Banque Royale prévoit un redressement économique «pour de bon» en 1992 et une croissance «plus robuste» à partir de 1993. Les économistes de la Banque prévoient même que la performance économique du Canada sera encore meilleure à partir de 1994 et jusqu'à l'an 2000. «La préservation de l'unité canadienne est une condition nécessaire de l'expansion future de notre économie et une désunion politique serait excessivement coûteuse pour tous les Canadiens»

avertit cependant la Banque Royale.

Le chômage élevé, la perte de confiance des consommateurs, l'endettement des ménages et la faible augmentation des revenus expliquent que la reprise économique tarde à se concrétiser. Les entreprises investissent peu parce qu'elles sont très endettées, leurs dirigeants n'ont pas confiance et leurs bénéfices sont réduits. Certaines entreprises souffrent de surcapacité. Les investissements réels des entreprises ne devraient d'ailleurs pas augmenter avant 1993 et croit que les dépenses des consommateurs seront «assez ternes» en 1992 et 1993.

Selon les prévisions de la Banque Royale, l'inflation devrait se maintenir en moyenne entre 1,7 pour 100 et 2,7 pour 100 en 1992 et en 1993. Le taux de chômage ne descendra pas sous la barre des 10 pour 100 avant 1993, mais on prévoit qu'il pourrait tomber à 7 pour 100 d'ici l'an 2000.\*

# Floyd LeClair représente l'île

---

*Par E. Elizabeth CRAN*

---

Floyd LeClair, gigueur bien connu de la région Prince ouest, représentera cette région et toute l'île, partout au Canada, au cours de l'été 1992. M. LeClair partira le 17 avril avec quatre autres musiciens et danseurs de l'île pour faire partie d'un groupe de 12 artistes, qui se forme en honneur du 125<sup>e</sup> anniversaire du Canada. Après un mois de répétitions à Vancouver, le groupe commencera sa tournée à partir de Terre-Neuve, le 18 mai. Cette tournée comprendra 50 villes ainsi qu'une semaine aux États-Unis. Floyd LeClair ne sait pas encore ce qu'il aura à faire exactement, ni s'il y aura d'autres gigueurs. Ce qu'il sait, c'est qu'il est le seul représentant de l'île qui vient du comté de Prince.

Né à Saint-Pierre-et-Saint-Paul près de Tignish, Floyd a commencé à gigner quand il avait l'âge de 13 ans. Comme on le sait, il a gagné de nombreux prix, entre autres, le championnat de l'île en 1989. Il a obtenu une deuxième place lors du concours «Island Talent Search», a participé aux Jeux d'hiver du Canada à Charlottetown et à Saskatoon, et a fait partie pendant trois années de la croisière «Sea Sell». C'est à cause de sa participation aux Jeux d'hiver du Canada à Charlottetown, comme gigueur, qu'on l'a invité à faire partie de la tournée actuelle. Floyd est employé de la compagnie H&R Block à Alberton.

Les autres personnes de l'île choisies sont Darren Bryenton, Cindy Beaton, Susanne Large et Susan Winterhalder.\*

# On prévoit **de 140 à 150** élèves à François-Buote l'an prochain



Mme Ruth Howatt est la mère d'une des enfants qui va à l'école François-Buote. Elle remplit présentement son «contrat».

## Par Jacinthe LAFOREST

L'école François-Buote a été créée il y a dix ans à Charlottetown, pour accueillir les enfants des fonctionnaires francophones qui viendraient travailler au ministère des Affaires des anciens combattants. À ses tout débuts, l'école comptait trois élèves. En 1991-92, elle en compte environ 115 et l'an prochain, on s'attend à ce que ce nombre atteigne de 140 à 150 élèves.

C'est du moins ce qu'a laissé savoir M. Gabriel Arsenault, surintendant de l'unité 5, lors d'une réunion de sensibilisation au français qui avait lieu au Carrefour de l'Isle Saint-Jean, dans le cadre de la Semaine de la francophonie. M. Arsenault a rappelé que l'école François-Buote a été construite pour 150 élèves et que le ministère de l'Éducation prévoyait une population étudiante d'environ 80 élèves à ce moment-ci.

M. Arsenault était entre autres

truction dans la langue de la minorité, en l'occurrence le français aux parents, et que dans certains cas, les enfants de ces parents ne parlent pas le français, on se retrouve avec des classes où une proportion des élèves requièrent une attention spéciale pour apprendre le français.

Cette situation a été soulevée par plusieurs parents et M. Arsenault leur a répondu que c'était exactement des arguments de ce genre que l'Unité 5 présente au ministère de l'Éducation, pour obtenir du personnel supplémentaire.

## Promouvoir le français sans punir

Les élèves de l'école François-Buote, en collaboration avec les enseignants et le conseil étudiant, ont mis au point un système tout à fait innovateur pour encourager leurs confrères et consœurs d'études à parler français dans les corridors.

Mme Maria Bernard, directrice du Carrefour, a expliqué dans sa présentation que chaque semaine, on accroche une nouvelle feuille dans le corridor. Si, dans une semaine, les enseignants responsables ont surpris des élèves à parler anglais dans les corridors a 10 reprises, tous les élèves «perdent» la semaine. Or, à la fin de chaque mois, les élèves ont droit à une activité spéciale, s'ils ont réussi à conserver trois semaines sur les quatre que contient un mois. À la fin de l'année, les élèves auront aussi droit à une activité spéciale, un voyage aux Îles-de-la-Madeleine, s'ils ont réussi à conserver un certain nombre de semaines sur le nombre total de semaines qui reste d'ici la fin de l'année.

Il va sans dire qu'avec un pareil système, la motivation est grande

de ne pas «perdre des semaines» et les élèves se rappellent donc entre eux de ne pas parler anglais dans les corridors, ont expliqué les deux enseignants responsables, Mme Johanne Carthcart et M. Réal Ouellette, qui enseignent au secondaire. Selon eux, le système marche très bien. À la fin du mois de mars, les élèves ont eu droit à une partie de sucre, dans l'une des érablières de l'Île.

Après les présentations, les personnes présentes se sont divisées en ateliers et ont donné des idées de ce qu'ils pourraient faire en famille,

pour stimuler la conversation en français. Une fois toutes les idées mises ensemble, on a demandé aux parents qui le voulaient bien de signer un contrat personnel dans lequel ils s'engageaient à faire l'une des activités suggérées. Parmi ces activités, il y avait : lire des livres en français aux enfants; inviter des amis de l'école pour quelques heures: faire des jeux de société; encourager l'écoute d'émissions de télé et de radio en français; planifier des rencontres de groupe à l'extérieur de l'école; et participer aux activités offertes en français.

# Des projets de construction et de rénovations

---

Par **E. Elizabeth CRAN**

---

Le conseil de direction de la coopérative de santé de Tignish se penchera sur la question d'ajouter une aile au bâtiment. On a discuté cette question lors de la réunion annuelle de la coop, survenue au commencement du mois.

À l'heure actuelle, trois services, soit la pharmacie, l'infirmière de santé publique et le club d'âge d'or se trouvent au sous-sol du bâtiment. Les personnes âgées et les quelques autres qui y viennent souvent trouvent l'escalier difficile à descendre et à monter et les employés trouvent l'atmosphère du sous-sol triste. On propose donc de construire une aile derrière le bâtiment actuel pour abriter ces services.

Cependant, ce projet ne se réalisera pas tout de suite. Selon Mme Irma O'Rourke, administratrice de la coop, on formera bientôt un comité de construction, mais la réalisation n'aura lieu que d'ici à deux ans.

Un autre sujet d'importance qu'on a discute à la réunion annuelle, c'est comment prélever plus de fonds. Pendant 16 ou 17 années, on faisait du porte-à-porte, mais il est difficile de trouver des bénévoles pour le faire. Le marchethon annuel qui rapportait une bonne somme depuis plusieurs années, ne semble plus intéresser autant de gens et on a décidé de le remplacer par une autre activité. Le nouveau comité exécutif, qui sera choisi avant la fin du mois, aura à trouver une solution satisfaisante à cette question. \*

# Imelda Arsenault **reçoit** la bourse Hillroy



*De gauche à droite au premier rang, on voit Mme Imelda Arsenault, gagnante de la bourse Hillroy Bonnie Gallant et Andréa Gallant, co-présidentes. Au second rang, on voit Donna Richard, Tracy Hynes, Denise Melanson, Monique Richard et Jennifer Gallant. Monique et Tracy sont co-trésorières*

## **Par Jacinthe LAFOREST**

Mme Imelda Arsenault, enseignante à l'école Evangéline et présidente de l'Association des enseignants et enseignantes de l'unité 5, a reçu récemment la bourse Hillroy, qui consiste en une somme de 2 500 \$.

Mme Arsenault a reçu cette bourse pour le projet qu'elle a initié avec les élèves inscrits dans son cours d'économie en 1985, et qui fonctionne depuis ce temps. Il s'agit de la Coopérative acadienne des

étudiants. C'est justement ce genre de projet innovateur que la Fédération canadienne des enseignants recherche.

Mme Arsenault enseigne l'économie, la comptabilité, le traitement de texte et le droit en 11e et 12e année et elle enseigne l'anglais en 9e année.

«Le travail à la coopérative donne une bonne expérience pratique aux élèves car ils font le travail relié à la coopérative à l'intérieur de leurs cours» de dire Mme Arsenault. La coopérative

compte 250 membres environ, et en plus de vendre du matériel scolaire et d'autres articles, la coopérative a commencé cette année à vendre des vêtements.

Les profits sont utilisés pour patronner un des élèves qui se rend au Centre Terry Fox ou à Forum pour jeunes Canadiens. Mme Arsenault est d'avis que le fait de pouvoir mériter une telle bourse est très encourageant et motivant pour les enseignants qui veulent innover dans leur salle de classe.\*

# John Joe Sark rappelle les liens entre les Acadiens et les Micmacs



M. John Joe Sark

Par Jacinthe LAFOREST

«Vous êtes tous au courant, j'en suis certain, que les Micmacs ont été des alliés fidèles pour les Français, tout au long des guerres coloniales entre la France et l'Angleterre» de dire M. John Joe Sark aux quelque 25 personnes venues l'écouter à la salle de conférence de l'école Évangéline, le 14 avril dernier.

«Selon un article paru dans le Island Magazine en 1990, Michel Haché Gallant, le premier Acadien à s'établir à l'Île avait du sang micmac. L'auteur de l'article pensait que Michel Haché Gallant aurait été le fils de Pierre Larche un Français. L'épouse de Pierre Larche à ce moment aurait été une

Micmaque» de raconter M. Sark.

«Les Micmacs vivaient dans un endroit maintenant appelé Alexandria et qui était situé en face de l'établissement français, de l'autre côté d'une rivière. Selon l'histoire, les Micmacs avaient nommé cet endroit: Ogosikcheech, signifiant: endroit où les bons ont atterri» de noter M. Sark

Selon M. Sark, les Micmacs ont démontré en plusieurs occasions leur loyauté envers les Français. L'histoire dit qu'en 1729, des guerriers micmacs auraient attaqué et incendié un navire anglais, qui avait accosté. Après la guerre en 1745, les Anglais ont attaqué et brûlé de nombreuses maisons de Français.

M. Sark a aussi rappelé la

déportation des Acadiens par les Anglais, qui s'est produite en 1758 à l'Île. «Les quelques Acadiens qui sont demeurés ici n'auraient pas pu survivre sans l'aide des Micmacs, qui les ont cachés dans la forêt. Les Anglais envoyaient des troupes à la recherche de ces Acadiens mais les Micmacs s'arrangeaient toujours pour les entraîner sur des fausses pistes. Un jour, comme les Anglais recherchaient une trentaine de familles acadiennes cachées dans les bois, les Micmacs leur ont fait peur en leur disant qu'ils attraperaient la petite vérole (variole). Les Anglais ont eu peur et les Français ont vécu pour s'établir à Baie-Egmont, à Rustico, à Souris et à l'ouest de l'Île» de dire M. Sark à l'audience.

«Qu'est-ce qui est arrivé entre les Acadiens et les Micmacs? À un moment donné les Micmacs et les Acadiens avaient le même respect pour nos aînés, pour l'environnement et avaient la même capacité de coopérer et de partager. Il semble y avoir eu un changement progressif chez les Acadiens, après la dernière guerre entre les Anglais et les Français, en 1763. Des Acadiens ont anglicisé leurs noms, ont tourné le dos à leur langue et à leur culture pour plaire aux Anglais» de dire M. Sark.

Puis, appelant les Acadiens ses frères et sœurs, il a expliqué que le peuple micmac avait lui aussi eu à souffrir de mesures assimilatrices, quelquefois imposées de force.

Ces mesures ont eu du succès, car de nos jours, les Micmacs qui peuvent encore parler leur langue couramment sont rares. Sur les

quelque 2 000 Micmacs demeurant à l'Île-du-Prince-Édouard, seulement 15 pour 100 environ parle la langue de leurs ancêtres. «J'aimerais bien apprendre le français, de dire M. John Joe Sark, mais je dois apprendre ma langue maternelle d'abord».

«Tout comme les Acadiens, les Micmacs veulent réapprendre leur langue maternelle, leur culture et leur spiritualité. Nous sommes fiers de nos traditions, et nous sommes fiers des liens culturels qui nous rattachent aux Acadiens. Nous devons travailler ensemble pour éviter d'être les victimes de nouveaux génocides culturels pratiques contre nos peuples respectifs».

M. John Joe Sark a aussi longuement entretenu les gens présents des droits inhérents des autochtones et des nombreux traités signés, en particulier le traité de 1752 spécifique à la nation micmaque, dont la validité, même si elle a été reconnue par la Cour suprême du Canada, continue d'être ignorée par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Pour sa présentation, M. Sark était accompagné de plusieurs jeunes Micmacs qui ont raconté leurs expériences à l'école et dans la vie.

Les deux organismes co-organisateur de cette première rencontre se sont dit très contents de la façon dont les gens avaient répondu. M. Edgar Arsenault de Jeunesse Acadienne s'est même montré intéressé à répéter l'expérience durant les heures de classe. Cette rencontre n'était donc qu'une première étape car la SSTA entend elle aussi y apporter un suivi.\*